

Le Maghreb et les angoisses du futur incertain

Le cadre actuel est propice à l'établissement de règles démocratiques, mais il faudra injecter des visions, des projets de société, des organisations et des forces vives.

Fouad Abdelmoumni

A son arrivée au Maroc le 9 février 2012, le président tunisien Moncef Marzouki a déclaré souhaiter que cette année, qui succède à celle du *Printemps arabe*, soit celle de l'Union maghrébine. Pour l'instant le Maghreb est autant une simple chimère qu'un impératif incontournable pour la stabilité et la prospérité des peuples de la région. La donne nouvelle majeure de l'engagement fort de la démocratie électorale dans les pays maghrébins et la place très significative que s'y taillent les courants dits « islamistes » font rêver ou provoquent des cauchemars, selon la personne et le moment. Mais il semble que la religiosité est un fait installé dans la durée, que les forces politiques qui se prévalent d'un ancrage dans la religion demeureront pour longtemps incontournables sur l'échiquier politique. Ces forces voient toutefois leur prétention hégémonique laminée par leur banalisation dans le jeu démocratique. Les risques de pourrissement de la situation politique par le terrorisme ou d'autres facteurs sont réels mais gérables, et la réponse qu'exigent les attentes des populations imposera des avancées significatives et rapides dans la construction maghrébine, par-delà l'orientation des élites au pouvoir et leurs calculs plus ou moins belliqueux.

Il convient de rappeler que le Maghreb est constitué de cinq pays souverains aux réalités contrastées (en plus du territoire disputé du Sahara occidental). La population est relativement forte en Algérie et au Maroc (plus de 30 millions) et très faible en Mauritanie (3,5 millions) et en Libye (6,5). Libye et Algérie sont des pays à fortes ressources pétrolières, alors que la Mauritanie figure parmi les « pays les moins avancés » de la planète. L'Algérie a prétendu s'engager sur la voie du socialisme alors que le Maroc revendique une orientation économique libérale. La sécularisation de la société a réalisé des avancées significatives dans les trois pays du Maghreb central, alors que la référence religieuse demeure prégnante en Mauritanie et en Libye.

Ces pays n'en partagent pas moins des caractéristiques et des enjeux qui les rapprochent de fait. Ils ont les mêmes ascendants *amazighs*, arabes et islamiques, et les mêmes apports significatifs juifs, négro-africains et euroméditerranéens. Ils ont subi la décadence depuis

le XV^e siècle et la colonisation au XIX^e et au XX^e. Depuis, ils ont tous émergé avec plus ou moins de bonheur à l'indépendance et à l'État national, voire à la modernisation et à la citoyenneté. Leurs citoyens se sont pour une large part scolarisés et urbanisés. Leur espace public s'est largement féminisé. Leur famille s'est nucléarisée. Leur monde s'est globalisé et leurs références universalisées.

Le besoin de Maghreb

Le développement des pays du Maghreb est demeuré médiocre depuis leur indépendance il y a cinq décennies ou plus, comme en attestent régulièrement les rapports comparatifs de qualité reconnue (*Rapport sur le développement humain, Doing Business, Democracy Index, Reporters Sans Frontières*...). Non qu'ils n'aient pas évolué dans l'absolu dans leurs structures et performances sociales, économiques, culturelles et politiques, mais leur évolution est demeurée nettement inférieure à celle des pays comparables. Elle est par ailleurs très inférieure aux attentes des populations, décuplées par les promesses miroitées par l'indépendance, la scolarisation, l'urbanisation et par l'adoption du modèle consumériste occidental. La compétitivité de leurs économies a régulièrement régressé, et le développement des « dragons » de l'Asie du sud-est (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour et Taiwan) et des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) a grignoté fortement les marchés étrangers traditionnels des pays maghrébins, dans l'industrie textile notamment.

Face à cette situation, la création d'une entité relativement intégrée permettrait d'améliorer les capacités pour les marchés et les investissements, les synergies pour la productivité, les coûts pour la sécurité, la rationalisation des coûts de structures, l'attractivité pour les capitaux étrangers, la capacité pour les négociations internationales... Ce que le Peterson Institute a développé en 2008 a largement été repris et développé par des chercheurs (tel Francis Ghilès) et des acteurs publics (tels l'exdirecteur général du Fonds monétaire international,

Dominique Strauss-Kahn) et fait aujourd'hui l'objet d'un très large consensus : le non Maghreb coûterait en moyenne deux points de PIB à chacun des pays directement concernés !

C'est ainsi que dans un article du 17 février 2009 de *Jeuneafrique.com* intitulé « Maghreb: les milliards perdus de la désunion », il est affirmé que « ...Cent milliards de dollars supplémentaires par an, c'est ce que gagneraient les économies du Maghreb à l'horizon 2015 si leurs pays cessaient de se regarder en chiens de faïence et décidaient enfin de coopérer... ».

Au coût économique de la désunion, il faut rajouter le coût humain, politique, éthique, diplomatique et sécuritaire du conflit du Sahara, qui oppose la légitimité de l'intégrité territoriale côté marocain, à celle du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes côté algérien et indépendantiste sahraoui. Les populations déplacées et les familles écartelées de part et d'autre des frontières maroco-algériennes ne sont que des victimes collatérales du conflit. Le coût net du conflit pour le Maroc s'élèverait à quelques 7,6 % de son PIB.

Evidemment, les responsables politiques des États concernés, l'Algérie comme le Maroc, n'ont eu cure de considérations économiques et humanitaires pour en arriver à des dispositions plus amènes. L'image du voisin-ennemi a été une manne pour nourrir le chauvinisme nationaliste, et inhiber d'autant les remises en cause intérieures. Heureusement, la simple recherche du statu quo n'est plus suffisante ni même possible, car les attentes des populations se développent de manière exponentielle, que la compétition internationale devient féroce, que les ressources primaires s'épuisent, et que s'est largement effritée la capacité de la propagande officielle de conditionner l'opinion publique nationale grâce au monopole de l'information et à la répression des voix dissonantes.

Dans ce contexte, les avancées démocratiques plus ou moins marquées dans la région permettent d'espérer que les pouvoirs en place seront plus volontaristes dans leurs programmes. Les nouveaux dirigeants de Libye n'ont pas intérêt à continuer la politique kadhafienne de nuisance systématique aux voisins. Et les nouveaux arrivants au gouvernement en Tunisie et au Maroc, avec leur dominante islamiste, savent qu'ils ne peuvent se payer le luxe de laisser en jachère des facteurs évidents de croissance économique et de création d'emplois et de richesses.

Peur des régressions

Bien entendu, la donne islamiste suscite des craintes plus ou moins compréhensibles ou légitimes. Une large part des élites occidentalisées du Maghreb avaient pris l'habitude de tolérer, voire d'ap-



Le président tunisien, Moncef Marzouki, et le roi du Maroc, Mohammed VI pendant sa visite au Maroc. Rabat, le 8 février 2012. /AZZOUZ BOUKALLOUCH/AFP/GETTY IMAGES

peuler de leurs vœux, l'autoritarisme violent de leurs dirigeants, afin de les protéger de la prise de pouvoir (violente ou démocratique) par les islamistes. Mais la démocratie semble ne pas laisser entrevoir une alternative à la présence islamiste dans les sphères du pouvoir d'une manière significative, voire même dominante, pendant la période prévisible.

Toute la question est de savoir de quoi augure la participation de ces islamistes au pouvoir. Car elle peut être la négation de la démocratie et des droits humains, comme elle peut s'en accommoder. Olivier Roy, auteur de *L'échec de l'islam politique* (Le Seuil, Paris, 1992) déclarait à raison en février 2011 que « ...dans toutes ces révolutions (du 'printemps démocratique'), les islamistes sont absents. Ça ne veut pas dire qu'ils ne vont pas revenir. L'islamisme est fini, comme solution politique et

comme idéologie. Mais les islamistes sont là, et c'est donc la grande inconnue... ».

Une des questions clés qui reviennent à propos de l'influence des islamistes est l'inscription dans les lois fondamentales de la Charia comme principale source du droit. Cette référence semble devoir s'installer en Libye et en Mauritanie, alors qu'elle n'a pas droit de cité au Maghreb central et n'y est même pas revendiquée par les principaux partis islamistes. En Égypte, elle est acceptée par la communauté copte et les partis laïcs, vraisemblablement dans l'esprit de ne pas en faire une bataille gratuite ou contre-productive, et dans l'idée que la Charia est un référentiel suffisamment ample, flou et ouvert pour que le travail de législation puisse y trouver matière pour légitimer tout ce qui sera admissible socialement.

D'autres questions reviennent aussi régulièrement : quelle politique à l'égard de la liberté du corps (imposeraient-ils le voile aux femmes, la non mixité dans l'espace public, condamneraient-ils de manière extrême l'alcool, l'homosexualité) ? Reviendraient-ils à des traitements inhumains et dégradants tels que couper la main du voleur ? Seraient-ils radicaux face au fonctionnement de la finance classique et aux exigences libertaires du tourisme ?

Raisons d'espérer

Aujourd'hui, on voit les islamistes des pays du Maghreb central (Algérie, Maroc, Tunisie) tendre à séculariser leur discours et leurs pratiques. Cela ne se fait évidemment pas sans heurts et sans régressions. Cela ne se fait pas non plus sans préjugés et peurs plus ou moins légitimes des non islamistes et des partenaires étrangers. Mais il semble que les islamistes se sont rendus compte de l'inanité de leur argument que « L'islam est LA solution », et se soient rendus à l'évidence que la direction des affaires publiques entraîne des responsabilités et des engagements qu'on ne peut prétendre mener au nom d'une religion, d'autant que cette prétention permet une surenchère malsaine et le glissement vers une radicalisation extrême. Ils se sont aussi rendus compte que les pratiques violentes étaient pernicieuses, car elles n'ont nulle part fait avancer leur cause tout en leur coûtant énormément. Ils ont enfin vu que la démocratie peut leur apporter des dividendes consistants à moindres coûts, vu l'aisance qu'ils ont à récolter les suffrages des populations.

Ils ont donc, en règle générale, accepté de s'engager sur les principes démocratiques. Ainsi en est-il de la souveraineté du peuple, la prévalence de la règle de droit, la séparation des pouvoirs, l'éligibilité, la reddition des comptes et la révocabilité des responsables, la garantie des droits et libertés fondamentaux (dont la liberté de conscience, qu'ils musellent toutefois pour les convictions autres que l'islam par l'interdiction de droit de

prosélytisme, et de fait de la manifestation publique de rituels non musulmans), la non régression par rapport aux acquis civils antérieurs (notamment en matière de droits des femmes).

Evidemment, ce sont là des concepts qui ne peuvent se mesurer concrètement qu'à l'aune de la pratique historique. Mais l'essentiel se jouera vraisemblablement dans l'évolution de l'opinion publique et la compétition pour ses suffrages. Et sur ce registre, ils existent des raisons d'être optimiste. Les études démographiques et historiques d'Emmanuel Todd et de Youssef Courbage montrent le lien universel entre évolutions sociales et démocratisation. Les sociétés plus urbaines, plus éduquées, plus individualisées, plus ouvertes sur le monde, seraient plus enclines à reconnaître les droits des individus en dehors de la tutelle de la communauté, et les sociétés maghrébines seraient globalement au point de clivage qui prédispose à la démocratisation.

Il convient toutefois de spécifier que la Mauritanie et la Libye ne sont pas au même diapason de sécularisation que les trois pays du Maghreb central. Ce sont des sociétés encore largement tribales, mais les vecteurs majeurs de la modernité (urbanisation, scolarisation, mondialisation, féminisation et nucléarisation des foyers) y sont aussi à l'œuvre et sous-tendent des tendances à leur sécularisation en cours.

Chemin devant pour la démocratie

Quelles que soient les conditions objectives, elles ne suffisent pas à changer le monde. Encore faut-il que les alternatives se construisent, se transmettent, s'outillent, s'organisent, fassent rêver et fassent agir de manière massive. Aujourd'hui, le « printemps de la démocratie » apporte le cadre propice à l'établissement de certaines règles démocratiques. Mais la démocratie n'est pas seulement une machinerie électorale. Elle est aussi un des principes pour lesquels il faudra que des forces conséquentes bataillent. Elle est encore dans une phase de compétition dans laquelle il faudra injecter des visions, des projets de société, des organisations et des forces vives. Aujourd'hui, une très belle jeunesse s'éveille à la démocratie, à la chose publique et à la responsabilité de la cité. Elle s'exprime par le rejet du despotisme et de la prédation. Mais elle ne jouera pleinement son rôle qu'en passant à des rôles positifs, en s'inscrivant dans des projets de longue haleine, qui permettraient de cristalliser des projets de société compétitifs et évolutifs. Et pour cela, il convient de ne pas s'arc-bouter dans les positions de rejet mutuel et d'éradication. La démocratisation de la région est à ce prix. Son entrée dans le XXI^{ème} siècle en est la promesse. ■